

[Texte]

de la survie et de l'expansion de la culture et de la langue française est fondamentale.

L'assurance-chômage, c'est une bonne illustration. Je ne sais pas quels sont les amendements qui pourront être faits dans l'avenir. En fait, cela implique un transfert de pouvoirs de la province vers le fédéral et la tendance n'est pas à cela, ces temps-ci. Seulement, c'est la théorie. Alors, je me dis: nous avons identifié la culture et l'éducation. Si le Québec rapatriait le pouvoir législatif et la compensation en matière d'assurance-chômage, il ne gagnerait rien parce que malheureusement, le Québec a un taux de chômage plus élevé que la moyenne nationale. Donc, il retirerait moins que les paiements qu'il doit faire en assurance-chômage. Ce ne serait pas à l'avantage des Québécois. C'est là qu'est le problème. M. Joyal disait hier, comme moi je l'ai dit à plusieurs reprises, que nous sommes prêts à discuter avec les gouvernements provinciaux et avec le gouvernement du Québec pour voir s'il n'y aurait pas une méthode pour couvrir cet aspect-là. Mais c'est très difficile pour moi de discuter tout seul. Depuis le 5 novembre, j'ai pris moi-même l'initiative d'appeler à plusieurs reprises à Québec.

• 1100

Je leur ai offert de les rencontrer n'importe où, même incognito si nécessaire; ils auraient pu venir à Shawinigan. Que voulez-vous, ils n'ont pas voulu me voir! Comme je le dis souvent, M. Morin, ce grand stratège, ce grand négociateur international qui est allé 65 fois à Paris en un an, aurait peut-être pu venir voir l'avocat de Shawinigan entre deux voyages, et là, on aurait peut-être pu régler cela. Que voulez-vous? Les problèmes des Québécois sont bien plus au Canada qu'à Paris; c'est ici qu'on doit régler cela.

Le président: Monsieur Bachand.

M. Bachand: Dans un autre ordre d'idées, mais toujours au sujet de ce débat constitutionnel, vous avez sûrement remarqué ces derniers temps les pleines pages de publicité que le Parti québécois fait au Québec. Je ne dis pas que c'est frauduleux ou mensonger, mais ils transportent souvent la vérité sans précaution.

M. Chrétien: Vous êtes très généreux, mon ami.

M. Bachand: Est-ce que vous, en tant que ministre, et votre ministère prévoyez qu'il y aura des réponses du fédéral à cela?

M. Chrétien: Oui, parce qu'avec le crédit supplémentaire que nous avons pour le Centre d'information sur l'unité canadienne, nous avons l'intention d'expliquer la Charte à tous les Canadiens. Nous recevons tous les jours des demandes d'explications, et nous avons un programme qui doit être fait aussitôt que le rapatriement ou que la Charte aura été approuvée par la Chambre des communes pour expliquer ce que nous avons fait. M. Joyal, dans son discours hier, donnait l'exemple: dans *Minute*, *Ottawa* ou *C'est souverainement le temps*, ils faisaient des affirmations absolument incroyables. Prenez l'assurance-chômage: ils disaient que cela leur avait été imposé, de même que l'amendement constitutionnel en matière de pensions de vieillesse et de sécurité de la vieillesse; ils disaient que le pouvoir leur avait été volé! C'est ce qu'ils affirmaient. Or, il y

[Traduction]

Unemployment insurance is a very good example. Amendments can be made in the future, I do not know what they could be. It implies a transfer of powers from the province to the federals and this kind of thing is not very popular nowadays. But it is mainly a theory. And this leads me to this thought: We have identified culture and education; if Quebec were to patriate the legislative power and compensation in the field of unemployment insurance, it would not be an advantage because, regretfully, the unemployment rate in Quebec is above the national rate. Therefore, the profits would be less than the payments for unemployment insurance. It would not be an advantage for Quebecers. This is the root of the problem. Yesterday Mr. Joyal told you—as I have done several times in the past—that we are ready to discuss the problem with provincial governments and with the Government of Quebec, to find a way to overcome this problem. But I can hardly discuss all by myself. But since November 5, I have taken upon myself to call Quebec several times.

I offered to meet them anywhere, even incognito if they found it necessary; they could have come to Shawinigan. But they would not hear of it! As I often say, Mr. Morin, this great strategist, this incomparable international negotiator who went to Paris 65 times in one year, might have taken the time to come and see this solicitor in Shawinigan between two trips and then, we might have solved this. But what do you expect? It is in Canada that Quebecers have problems, much more than in Paris, and it is here that they must be solved.

The Chairman: Mr. Bachand.

Mr. Bachand: Still about the constitutional debate but in a slightly different field, you must have noticed recently a big advertisement campaign by the Parti Québécois. I am not saying it is fraud, I am not saying they are lying but it seems to me they are handling truth with very little care.

Mr. Chrétien: My friend, I find you are very generous.

Mr. Bachand: As the Minister, do you feel that the federal government is going to react?

Mr. Chrétien: Yes, we want to use our supplementary budget for the Canadian Unity Information Centre to explain the charter to all Canadians. Every day we are getting requests for information and we have a program ready; it will be implemented as soon as patriation or the charter itself will be approved by the House of Commons; we want to explain what we have done. In the address he gave yesterday, Mr. Joyal gave an example: incredible assertions published in "*Minute Ottawa*" or "*C'est souverainement le temps*". Take unemployment insurance: they say they were forced to accept it along with the constitutional amendment on Old Age pensions and old age security. They pretend that this authority was stolen from them. That is what they say. Sure, there were constitutional amendments in both fields but the Government of